

Accord-cadre de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé

**Marché N°02_2025PI_PrA_CSPS
Marché à Procédure Adaptée (MAPA)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1	ACHETEUR PUBLIC	4
1.1	Dénomination de l'organisme contractant	4
1.2	Type d'acheteur.....	4
1.3	Cadre juridique du marché.....	4
1.4	Partie contractantes	6
ARTICLE 2	OBJET DU MARCHÉ	6
ARTICLE 3	FORME DU MARCHÉ ET NATURE DU MARCHÉ	6
3.1	Forme du marché	6
3.2	Nature du marché	6
3.3	Modalités d'attribution des marchés subséquents.....	7
ARTICLE 4	ALLOTISSEMENT	8
ARTICLE 5	DURÉE DU MARCHÉ ET POINT DE DÉPART DES PRESTATIONS.....	8
5.1	Durée du marché – délai d'exécution	8
5.2	Modification du marché	8
ARTICLE 6	VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES.....	9
ARTICLE 7	MISSIONS ET PRESTATIONS.....	9
ARTICLE 8	OBLIGATION DE RÉSULTAT	10
ARTICLE 9	PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	11
9.1	Pièces particulières.....	11
9.2	Pièces générales	11
ARTICLE 10	AUTORITÉ ET MOYENS	11
10.1	Autorité de coordonnateur SPS.....	11
10.2	Moyens donnés au coordonnateur SPS	12
ARTICLE 11	CONDITIONS D'EXÉCUTION	13
11.1	Mission du titulaire.....	13
11.2	Plan de prévention	14
ARTICLE 12	RÉCEPTION ET ACHEVEMENT DE LA MISSION.....	14
12.1	Réception	14
12.2	Achèvement de la mission.....	14
ARTICLE 13	DÉLAIS D'ÉTABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ÉTUDES ET PÉNALITÉS.....	15
13.1	Délais d'établissement des documents d'études	15
13.2	Pénalités	16
ARTICLE 14	UTILISATION DES RÉSULTATS	17
ARTICLE 15	PRIX	17
15.1	Forme du prix	17
15.2	Contenu des prix	17
15.3	Révision des prix.....	17
15.4	Clause butoir et de sauvegarde.....	18
ARTICLE 16	MODALITÉS DE PAIEMENT	19
16.1	Modalités de règlement	19
16.2	Modalités de facturation.....	19
16.3	Délai de règlement	20
16.4	Intérêts moratoires	21
ARTICLE 17	MODALITÉS D'ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE	21
ARTICLE 18	CERTIFICATS	21

ARTICLE 19	ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	22
ARTICLE 20	RESILIATION DU MARCHE	22
20.1	Résiliation du fait du maître d'ouvrage	23
20.2	Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier	23
20.3	Résiliation aux frais et risques	23
ARTICLE 21	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	23
ARTICLE 22	CONFIDENTIALITE – SECRET PROFESSIONNEL.....	23
ARTICLE 23	DISPOSITIONS RELATIVES A LA RGPD.....	24
23.1	Objet et description du traitement	24
23.2	Obligations du Titulaire du marché	24
23.3	Obligations du Pouvoir adjudicateur	24
ARTICLE 24	LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE.....	25
ARTICLE 25	DEROGATIONS AU C.C.A.G. – P.I.....	25

Article 1 ACHETEUR PUBLIC

1.1 Dénomination de l'organisme contractant

Organisme	Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde
Pouvoir adjudicateur	Monsieur Philippe CLAUSSIN - Directeur
Adresse	Place de l'Europe
Code postal	33085
Localité	Bordeaux cedex
Pays	France
Courriel	achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr
Adresse profil acheteur	https://www.marches-publics.gouv.fr

1.2 Type d'acheteur

La Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde est un organisme de droit privé gérant une mission de service public soumis à la réglementation des marchés publics régie par le Code de la Commande publique.

1.3 Cadre juridique du marché

Conformément aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande publique, le présent marché fait l'objet d'un groupement de commande composé de :

➤ **CPAM de la Gironde**

Représentée par Monsieur Philippe CLAUSSIN, Directeur, ou son suppléant désigné

Adresse : Place de l'Europe

33085 Bordeaux cedex

➤ **CPAM de Bayonne**

Représentée par Madame Véronique TOULOUSE, Directrice, ou son suppléant désigné

Adresse : 68 et 72 allées Marine

64111 Bayonne Cedex

➤ **CPAM de la Charente**

Représentée par Madame Nathalie ETCHEVERRIA, Directrice, ou son suppléant désigné

Adresse : Boulevard de Bury

CS 80000

16910 Angoulême

➤ **CPAM de la Charente-Maritime**

Représentée par Monsieur David XARDEL, Directeur, ou son suppléant désigné

Adresse : 55 rue de Suède

CS 70507

17014 La Rochelle Cedex 1

➤ **CPAM de la Corrèze**

Représentée par Madame Laura ZANIN, Directrice, ou son suppléant désigné

Adresse : 6 rue Souham

19033 Tulle

➤ **CPAM des Deux Sèvres**

Représentée par Monsieur Philippe ULMANN, Directeur, ou son suppléant désigné

Adresse : 1 rue de l'Angélique

79041 Niort Cedex 9

➤ **CPAM de la Dordogne**

Représentée par Madame Delphine CAMBLANNE, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 50, rue Claude Bernard
24010 Périgueux cedex

➤ **CPAM de Haute Vienne**

Représentée par Monsieur Aymeric SEGUINOT, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 22 avenue Jean-Gagnant
87037 Limoges Cedex

➤ **CPAM des Landes**

Représentée par Monsieur Bruno PONCET, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 207 rue Fontainebleau
40013 Mont-de-Marsan cedex

➤ **UGIC des Landes**

Représentée par Monsieur Bruno PONCET, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 207 rue Fontainebleau
40013 Mont-de-Marsan cedex

➤ **CPAM du Lot-et-Garonne**

Représentée par Monsieur Olivier FILIOL, Directeur, ou son suppléant désigné
Adresse : 2, rue Diderot
Place Armand Fallières
47914 Agen cedex 9

➤ **CPAM de Pau**

Représentée par Madame Véronique TOULOUSE, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 26 bis, avenue des Lilas
64022 Pau cedex 9

➤ **CPAM de la Vienne**

Représentée par Madame Sylvie LANDRIEU, Directrice, ou son suppléant désigné
Adresse : 41 rue du Touffenet
86043 Poitiers Cedex 9

La **Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde** - représentée par Monsieur Philippe CLAUSSIN son Directeur - est coordonnateur du groupement, conformément à la convention constitutive du groupement passée entre les organismes précités.

Le coordonnateur a reçu compétence pour gérer la procédure de passation du marché, signer et notifier le marché au nom et pour le compte de tous les membres du groupement.

Chaque membre du groupement sera chargé de l'exécution de la part de marché qui lui revient et de son paiement.

Chaque organisme listé ci-dessus membre du groupement de commandes est un organisme privé gérant un service public, il s'agit d'organismes de sécurité sociale soumis à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale ainsi qu'aux articles L.2113-6 à L.2113-8 du Code de la Commande publique.

1.4 Partie contractantes

Le présent marché est conclu entre :

- D'une part, tous les membres du groupement de commandes à savoir :
 - CPAM de la Gironde
 - CPAM de Bayonne
 - CPAM de la Charente
 - CPAM de la Charente-Maritime
 - CPAM de la Corrèze
 - CPAM des Deux Sèvres
 - CPAM de la Dordogne
 - CPAM de Haute Vienne
 - CPAM des Landes
 - UGIC des Landes
 - CPAM du Lot-et-Garonne
 - CPAM de Pau
 - CPAM de la Vienne

représentés par la CPAM de la Gironde en tant que pouvoir adjudicateur coordonnateur, ci-après dénommés individuellement « l'organisme » ou collectivement « les organismes ».

- D'autre part, le candidat, dont l'acte d'engagement aura été approuvé, et dénommé dans le document par le terme « titulaire »

Article 2 OBJET DU MARCHE

Conformément aux dispositions de la loi n°93-1418 du 31 décembre 1993 et aux textes pris en son application, le présent marché porte sur la réalisation d'une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour les phases de conception et de réalisation.

Cet accord-cadre a une dimension régionale, c'est-à-dire qu'il a vocation à être utilisé par l'ensemble des caisses primaires d'assurance maladie de la région Nouvelle-Aquitaine. En conséquence, le périmètre des missions et leur catégorie seront définis au sein de chaque marché subséquent.

Le titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives et réglementaires relatives à la sécurité du chantier et à la protection de la santé des travailleurs.

Article 3 FORME DU MARCHE ET NATURE DU MARCHE

3.1 Forme du marché

Les prestations donnent lieu à un accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents en application de l'article R.2162-2 alinéa 2 du Code de la Commande publique.

La CPAM de la Gironde en sa qualité de coordonnateur du Pôle Régional des Achats est le pouvoir adjudicateur dans le cadre de la consultation relative à cet accord-cadre.

A la survenance d'un besoin, les caisses primaires d'assurance maladie parties au marché (cf. article 1.3 du C.C.P.) pourront signer un marché subséquent avec la société de CSPS titulaire de l'accord-cadre. En ce cas, le marché subséquent précisera toutes les informations utiles concernant les travaux à venir et donc les missions du CSPS.

3.2 Nature du marché

Il s'agit d'un marché public de prestations intellectuelles.

3.3 Modalités d'attribution des marchés subséquents

A la survenance du besoin, le titulaire est invité à compléter son offre initiale par écrit dans un délai précisé lors de cette demande. Par défaut, en l'absence de précision du demandeur, ce délai est de **10 jours ouvrés à compter de la demande**. Ce délai contraint le titulaire. A défaut du respect du délai indiqué une pénalité sera applicable (cf article 13.2 supra).

Le titulaire de l'accord-cadre est soumis à une stricte obligation de réponse à chacune des demandes de mise en place d'un marché subséquent.

En cas d'absence de remise d'offre suite à la sollicitation du pouvoir adjudicateur, dans les conditions fixées au Cahier des Clauses Particulières de l'Accord Cadre, le titulaire est mis en demeure de remettre une offre.

A cet effet, un délai d'un (1) mois maximum lui sera accordé. Si le titulaire ne remet pas d'offre dans ce délai, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de procéder à la résiliation pour faute du titulaire.

Il est à noter qu'une visite du site par le titulaire peut revêtir un caractère obligatoire, préalablement à la remise de l'offre, selon l'appréciation du pouvoir adjudicateur. Il pourra être exigé la présence du chargé de projet si nécessaire.

Etapes de passation des marchés subséquents :

1/ Envoi par le pouvoir adjudicateur des pièces du marché subséquent via la plateforme de dématérialisation de chaque CPAM membre du groupement (profil acheteur).

Le marché subséquent comporte :

- Une lettre de demande de devis,
- Un Acte d'Engagement valant marché subséquent indiquant le détail des missions et des prestations à exécuter,
- Un Cadre de proposition de mission,
- Une convocation à une visite préalable le cas échéant,
- Le programme ou le calendrier détaillé d'exécution des travaux établi conformément aux dispositions de l'article 28.2 du CCAG-Travaux,
- Les plans nécessaires et, le cas échéant, les études préalables réalisées par le pouvoir adjudicateur à la remise d'une offre adaptée,
- Tout autre élément jugé pertinent par le pouvoir adjudicateur au regard des besoins à satisfaire.

2/ Réponse du prestataire via la plateforme de dématérialisation utilisée par chaque CPAM membre du groupement, contenant au minimum :

- L'acte d'engagement valant marché subséquent complété,
- Le cadre de proposition de mission complété sur la base des prix du Bordereau des Prix (BP) de l'accord-cadre.

A défaut de date précise indiquée par le demandeur, ces pièces doivent être remises **au plus tard 10 jours ouvrés avant le début de la mission**. A défaut du respect du délai indiqué, le titulaire est soumis à pénalité (article 13.2 supra).

Le Maître d'Ouvrage accepte ou demande au titulaire de réétudier sa proposition sur la base d'éventuels échanges et ajustements. Seules les prestations ayant fait l'objet d'un marché subséquent notifié au titulaire ouvrent droit à une rémunération.

Rappel des délais pour l'établissement du marché subséquent

Événement déclencheur	Délai	Livrable	Pénalité
Demande de chiffrage	Délai indiqué par le demandeur. A défaut, 10 jours ouvrés à partir de la demande.	Envoi de la proposition de mission chiffrée au demandeur	Article 13.2 du CCP
Demande de formalisation du marché subséquent	A la date indiquée par le demandeur. A défaut, 10 jours ouvrés avant le début de la mission.	Envoi de l'Acte d'engagement et du Cadre de proposition de mission : complétés et signés	Article 13.2 du CCP

Article 4 ALLOTISSEMENT

Le marché est soumis à un allotissement géographique.

Lots	Désignation
1	Nord de la Nouvelle-Aquitaine <ul style="list-style-type: none">- CPAM de Poitiers ;- CPAM de Niort ;- CPAM de la Rochelle ;- CPAM d'Angoulême ;- CPAM de Limoges ;- CPAM de Périgueux ;- CPAM de Tulle.
2	Sud de la Nouvelle-Aquitaine <ul style="list-style-type: none">- CPAM de Bordeaux ;- CPAM d'Agen ;- CPAM de Mont-de-Marsan ;- UGIC des Landes ;- CPAM de Bayonne ;- CPAM de Pau.

Article 5 DUREE DU MARCHE ET POINT DE DEPART DES PRESTATIONS

5.1 Durée du marché – délai d'exécution

Le marché est passé pour une période ferme d'un (1) an à compter de la date indiquée lors de la notification au titulaire. Il peut être reconduit trois (3) fois par reconduction tacite pour une durée d'un (1) an à chaque fois. La durée totale du marché ne peut excéder quatre (4) ans.

En cas de non-reconduction du marché, les deux parties demeurent liées jusqu'à l'achèvement des obligations contractées pendant la période de validité du marché.

En cas de non reconduction, la décision sera notifiée par le pouvoir adjudicateur au Titulaire par lettre recommandée électronique avec accusé de réception, deux (2) mois avant l'expiration de la période considérée.

Le titulaire ne pourra pas refuser la reconduction conformément aux dispositions de l'article R.2112-4 du code de la commande publique.

Il pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 20 du présent C.C.P.

Important : Les marchés subséquents afférents ne pourront être signés et émis que pendant la durée de validité de l'accord-cadre. Une fois signés et émis, ils s'exécuteront malgré le terme de l'accord-cadre jusqu'au terme de la mission concernée par le marché subséquent.

5.2 Modification du marché

Conformément aux dispositions des articles L.2194-1 et R.2191-1 du Code de la Commande publique, un marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence dans les conditions prévues par voie réglementaire.

En cas de services supplémentaires devenus nécessaires, il sera fait application des articles R.2194-2 à 4 du Code de la Commande publique.

En cas de substitution d'un nouveau titulaire, il sera fait application de l'article R.2194-6 du Code de la Commande publique.

Conformément à l'article R.2194-5 du Code de la Commande publique, le marché peut être modifié lorsque la modification est rendue nécessaire par des circonstances qu'un acheteur diligent ne pouvait pas prévoir.

Conformément à l'article R.2194-7 du Code de la Commande publique, le marché peut être modifié sans nouvelle procédure de mise en concurrence lorsque les modifications, quel que soit leur montant ne sont pas substantielles.

Conformément à l'article R.2194-8 et R.2194-9 du Code de la Commande publique, le marché peut être modifié lorsque le montant de la modification est inférieur aux seuils européens qui figurent dans l'avis annexé au présent code et à 10% du montant du marché initial pour les marchés de services et de fournitures.

Article 6 VARIANTES ET PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Aucune variante n'est autorisée.

Aucune prestation supplémentaire éventuelle n'est prévue.

Article 7 MISSIONS ET PRESTATIONS

Le CSPS émet, durant toute la durée de sa mission, suite à sa participation aux réunions, des observations ou propositions, qu'il va consigner dans le Registre Journal de la Coordination (RJC).

Le présent marché est constitué des éléments de mission suivants :

Elément 1 : Conception - Phase Esquisse/DIA/APS

- Dans le cadre d'un concours, le CSPS assiste aux réunions de la commission technique et rédige un rapport d'analyse des projets architecturaux destiné au Jury de concours le cas échéant
- Ouverture du RJC, transmission MO et MOE
- Réunion avec MO : prise contact, présentation projet, transmission documents
- Inspection des lieux, compris abords et concertation avec gestionnaire
- Réunions de mise au point APS
- Analyses des risques liés aux interventions ultérieures et rapport
- Analyses diagnostics y compris ceux du MOE, demande de diagnostics complémentaires si nécessaire et demande de renseignements sur les réseaux
- Analyses des risques et rapports sur l'APS : transmission MO et MOE

Elément 2 : Conception - Phase APD

- Réunions de mise au point APD
- Analyses des risques et rapports sur l'APD
- Analyses diagnostics y compris ceux du MOE, demande de diagnostics complémentaires si nécessaire et demande de renseignements sur les réseaux
- Compléments au RJC, transmission MO et MOE

Elément 3 : Conception - Phase PRO

- Réunions de mise au point PRO
- Analyses des risques et rapports sur le PRO
- Compléments au RJC, transmission MO et MOE
- Rédaction du PV de passation de consignes et documents

Elément 4 : Conception -Phase DCE

- Réunions de mise au point DCE
- Rédaction du PGC, transmission MO et MOE
- Rédaction du projet de règlement du CISSCT, transmission MO
- Vérification de prise en compte des diagnostics et des demandes de renseignements sur les réseaux
- Vérification de prise en compte des risques liés aux interventions ultérieures et rapport
- Analyse DCE, vérification cohérence entre pièces écrites et PGC
- Analyse des variantes ayant une influence sur la sécurité

- Compléments au RJC, transmission MO et MOE
- Participation à l'élaboration du calendrier contractuel
- Passation des consignes avec le CSPS réalisation

NB : Il est demandé au CSPS de donner priorité aux protections collectives sur les protections individuelles.

Elément 5 : Réalisation

- EXE : Vérifier que les écarts éventuels entre les détails d'exécution et les dispositions arrêtées lors de l'analyse des offres n'ont pas d'incidence sur la sécurité du chantier.
- Inspections communes avec les entreprises
- Visites inopinées sur site, en dehors des réunions de chantier
- Réunions de chantier,
- Harmonisation des PPSPS et transmission aux autres entreprises
- Mises à jour et diffusions du PGC
- Compléments au RJC, transmission MO, MOE et entreprises
- Observations au RJC, transmission MO, MOE et entreprises
- Présidence du CISSCT, convocations, compte-rendus
- Compléments au DIUO
- Avis sur mises à jour calendrier exécution

Elément 6 : Réception

- Remise la dernière version du PGC au MO
- Finalisation du DIUO et transmission au MO
- Compléments au RJC, transmission pour visa

Elément 7 : Année de parfait achèvement

- Suivi de la levée des réserves dans les conditions des phases 5 et 6
- Compléments au DIUO et transmission au MO

Article 8 OBLIGATION DE RESULTAT

Le Titulaire est soumis à **une obligation de résultat** concernant l'ensemble du périmètre de l'accord-cadre.

Le Titulaire devra donc adapter les moyens nécessaires selon les prestations demandées afin d'obtenir le niveau de qualité requis.

L'obligation de résultat qui incombe au Titulaire repose principalement sur la qualité des prestations intellectuelles de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, sur les chantiers pour lesquels sa mission est sollicitée, sur les quantités de prestations qu'il prévoit au cadre de mission, et qui doivent être adaptées aux exigences du CCP du présent accord-cadre, à la législation en vigueur et au chantier concerné, ainsi que sur la qualité du pilotage et du suivi de ces prestations.

La vérification qualitative des prestations fournies par le Titulaire est réalisée telle que prévue par les articles 10 à 13 du présent CCP, l'article 24 du CCAG-Travaux, et l'article 28 du CCAG-PI.

La vérification qualitative des prestations porte sur la qualité de réalisation des documents et prestations décrites aux articles R.4532-1 à R.4532-98 du Code du travail

Le défaut constaté sur la qualité de la mission (dont le respect des délais) est assorti de pénalités mentionnées à l'article 13.2 du présent CCP.

Article 9 PIÈCES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-PI les deux (2) lots sont constitués des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant :

9.1 Pièces particulières

- L'Acte d'Engagement (AE) et son annexe :
 - Annexe n°1 : Bordereau de Prix (BP) : prix plafonds et temps
 - Annexe n°2 : Détail Quantitatif Estimatif (DQE) : trois simulations
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières, et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Acte Contractuel de Confidentialité (ACC)
 - Annexe n°2 : Livret PSSI
 - Annexe n°3 : Cadre de proposition de mission (marché subséquent)
 - Annexe n°4 : Présentation du parc immobilier des membres du groupement
 - Annexe n°5 : Présentation des besoins techniques des membres du groupement
- Acte d'Engagement valant Marché Subséquent
- Lettre de demande de devis pour Marché Subséquent
- Exemple de mission remplie
- Cadre de Réponse Technique (CRT)

9.2 Pièces générales

- Le Code de la Commande publique
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Prestations Intellectuelles (CCAG-PI) arrêté du 30 mars 2021,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de Travaux (CCAG-Travaux) arrêté du 30 mars 2021,
- Les normes françaises AFNOR et européennes homologuée ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France
- Le Code du Travail.

Les candidats déclarent connaître parfaitement ces documents bien qu'ils ne soient pas joints à la publicité.

Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

Article 10 AUTORITE ET MOYENS

10.1 Autorité de coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître de l'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des manquements graves aux obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. Il est fait mention de ces violations dans le Registre Journal de la Coordination (RJC). Cette information doit être confirmée par écrit.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures à prendre pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier. La notification de ces arrêts et

des mesures préconisées est consignée au registre journal. Les reprises décidées par le maître de l'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

Tout différend entre le coordonnateur SPS et l'un des intervenants cités à l'article 1.4 du présent CCP est soumis au maître de l'ouvrage.

10.2 Moyens donnés au coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès :

- au chantier en respectant les principes de sécurité ;
- au bureau du chantier et au matériel mis à disposition du Maître d'œuvre pour ses différentes réunions.

10.2.1 Obligations du Maître de l'ouvrage

Le Maître de l'ouvrage communique au coordonnateur SPS :

- avant de les approuver, tous les documents d'étude réalisés par l'équipe de maîtrise d'œuvre notamment : « Avant-Projet Sommaire, Avant-Projet Définitif et Dossier de Consultation des Entreprises » ;
- le(s) nom(s) et coordonnées du/des chef(s) d'établissements(s) dont les activités interfèrent avec le chantier ;
- au fur et à mesure de leurs désignations, les noms et missions des intervenants mentionnés à l'article 1 du présent document, ainsi que des entrepreneurs et de leurs sous-traitants éventuels. Il tient à sa disposition leurs contrats et marchés ;
- la liste tenue à jour des personnes qu'il a autorisées à accéder au chantier ;
- la décision de constitution du Collège Interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT) ainsi que ses compléments éventuels.
(Rappel : opération de catégorie 1 au sens du Code du Travail).

Le Maître de l'ouvrage remet au coordonnateur SPS :

- tous les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'intervention ultérieure sur l'ouvrage (DIUO) ;
- le Dossier des ouvrages exécutés (DOE) dès qu'il est établi.

10.2.2 Dispositions prises par le Maître de l'ouvrage

- Le Maître de l'ouvrage et/ou le maître d'œuvre prend toutes dispositions pour faire communiquer au coordonnateur SPS :
 - tous les documents d'exécution des ouvrages ;
 - les calendriers de l'exécution de l'ensemble des travaux y compris les travaux de levée de réserves ;
 - l'ensemble des documents et ordres de services relatifs à la sécurité et à la protection de la santé des travailleurs ;
 - la copie des déclarations d'accidents de travail ;
 - par les différents cocontractants du Maître d'œuvre, la liste, tenue à jour, des personnes qu'ils autorisent à accéder au chantier ;
 - par les différents titulaires des contrats et marchés de travaux qu'il a conclus, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
 - par les entreprises, le nom de leurs représentants siégeant au Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail.
- Le Maître de l'ouvrage et/ou le maître d'œuvre prend également toutes mesures pour que soit informé le coordonnateur SPS :
 - de toutes les réunions organisées par le Maître d'œuvre ou le responsable de l'Ordonnancement-pilotage-coordination du chantier (OPC) auxquelles il est systématiquement invité sans qu'une convocation formelle lui soit adressée. Il est destinataire des comptes rendus de ces réunions ;
 - de l'intervention de toute entreprise au titre de la « garantie de parfait achèvement » (GPA) prévue par l'article 44.1 du CCA-Travaux.
- Le Maître de l'ouvrage ou le maître d'œuvre prend également toutes dispositions pour que le coordonnateur SPS puisse se faire communiquer tous autres documents et informations, nécessaires au bon déroulement de sa mission, par les différents intervenants concernés (entreprises, maître d'œuvre, bureau de contrôle technique ...) :

- les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le Maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ou dans la Notice en matière de sécurité et de protection de la santé ;
(Rappel : catégories 1 ou 2 : PGCSPS)
- les mesures d'organisation générale du chantier envisagées par le Maître d'œuvre en vue de leur intégration dans le Plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ;
(Rappel : catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers).
- par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (PPSPS) ;
(Rappel : catégorie 1 ou 2).
- par les entreprises, tout document qu'il juge utile pour examiner les plans particuliers simplifiés de sécurité et de protection de la santé.
(Rappel : catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers)

Article 11 CONDITIONS D'EXECUTION

11.1 Mission du titulaire

A compter des dates fixées à l'article 3 du décret n°94-1159 du 26 décembre 1994, la personne physique désignée par le titulaire pour exercer la mission de coordination en matière SPS doit, en permanence pendant toute la durée du marché, posséder l'attestation requise par l'article R.5432-31 du Code du Travail sous peine de résiliation immédiate du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire s'engage à maintenir pendant toute la durée du marché ou de la phase conception ou de la phase réalisation, la même personne physique comme coordonnateur SPS. Dans le cas où le coordonnateur de réalisation est différent du coordonnateur de conception, un procès-verbal de passation de consignes et des documents doit être rédigé et signé par les coordonnateurs.

Le titulaire ne peut remplacer la personne physique qu'à l'occasion de l'indisponibilité temporaire ou définitive de celle-ci, qui n'est pas du fait du titulaire.

La nouvelle personne physique affectée à la mission par le titulaire doit être acceptée par le Maître de l'ouvrage.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI :

- le titulaire propose au Maître de l'ouvrage une nouvelle personne physique dans un **délai de 3 jours ouvrés** à compter de la date d'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI ;
- l'accord du Maître de l'ouvrage sur l'identité de la nouvelle personne physique doit être impérativement formalisé par une décision écrite de la personne représentant le pouvoir adjudicateur.
Cette substitution de la personne physique fait ensuite l'objet d'un avenant ;
- si le Maître de l'ouvrage refuse le remplaçant, le titulaire dispose de 7 jours ouvrables à compter de ce refus pour lui proposer une autre personne physique. A défaut, ou si le Maître de l'ouvrage refuse également ce remplaçant, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 30 du CCAG-PI.

Le coordonnateur SPS, ou à défaut le titulaire, assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçus, à tout nouveau coordonnateur désigné pour le remplacer ou lui succéder, ou à défaut au Maître de l'ouvrage. **Il établit pour cela un procès-verbal dans un délai de 8 jours ouvrés à compter de la demande du Maître de l'ouvrage.**

Le nouveau coordonnateur SPS accuse réception de l'ensemble des documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé.

Dès que le programme d'exécution des travaux est établi, le coordonnateur SPS remet au Maître de l'ouvrage son programme prévisionnel d'intervention sur le chantier. En tout état de cause, **il participe à toutes les réunions, de la phase conception à la phase réalisation, y compris aux réunions de chantier nécessaires à la bonne exécution de sa mission.**

Par ailleurs, durant l'année de parfait achèvement, le coordonnateur SPS devra effectuer, à la demande du Maître d'Ouvrage, des prestations complémentaires au contrat initial pour suivre les levées de réserves, dans les mêmes conditions, ainsi que modifier et compléter si nécessaire le DIUO.

Dès l'ouverture du chantier, un exemplaire du Registre journal et du Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (ou du Plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé) sont consultables sur le chantier (Rappel : - catégories 1 ou 2 : PGSCSPS - catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers : PGSCSPS).

Le coordonnateur SPS devra assister à la réalisation de la déclaration d'ouverture de chantier et à la visite du service à la prévention.

Outre les actes et les avis prévus dans le marché et détaillé dans l'annexe 1, en phase d'exécution de chantier, le coordonnateur SPS devra faire au minimum une (1) visite du chantier toutes les semaines (fréquence minimale qui ne préjuge pas des autres nécessités de chantier).

Le coordonnateur SPS devra être présent à chaque réunion plénière mensuelle qui pourra être organisée par la maîtrise d'ouvrage.

11.2 Plan de prévention

Le démarrage de la prestation pourra faire l'objet, le cas échéant, d'un Plan de prévention qui est établi à l'initiative du pouvoir adjudicateur en collaboration avec le Titulaire dans un délai maximum de **10 jours ouvrés** à compter de la notification du marché subséquent. En cas de non-respect du délai de transmission du Plan de Prévention par le Titulaire, des pénalités pourront être appliquées selon les dispositions prévues à l'article 13.2 au présent C.C.P.

Ce plan de prévention applicable au marché est validé avant toute intervention sur le site. Toute l'attention du Titulaire est mobilisée dans le cadre de la réalisation des prestations pour que son personnel ne travaille pas de manière isolée.

Article 12 RECEPTION ET ACHEVEMENT DE LA MISSION

12.1 Réception

Présentation des documents

Par dérogation à l'article 26.4.2 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé d'aviser par écrit le Maître de l'ouvrage de la date à laquelle les documents lui seront présentés.

Nombre d'exemplaires

Les documents sont remis par le titulaire au Maître de l'ouvrage pour vérification et réception en trois (3) exemplaires papiers ainsi que sur clé USB. **Le Maître de l'ouvrage se réserve tout droit de reproduction des documents dans le cadre de l'opération envisagée.**

Délais

Par dérogation à l'article 27 alinéas 1 à 3 du CCAG-PI, le silence du Maître de l'ouvrage pendant deux (2) mois, à compter de la date de l'accusé de réception des documents ne vaut pas approbation automatique, celle-ci devant être notifiée par écrit.

12.2 Achèvement de la mission

La mission du titulaire s'achève à la fin du délai de « Garantie de parfait achèvement » (prévue à l'article 44.1, 2^{ème} alinéa du CCAG-Travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie sur demande du titulaire par le Maître de l'ouvrage dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

Article 13 DELAIS D'ETABLISSEMENT DES DOCUMENTS D'ETUDES ET PENALITES

13.1 Délais d'établissement des documents d'études

Les prestations du marché seront exécutées à compter de la notification de chaque marché subséquent. Cette notification sera accompagnée de documents permettant au coordonnateur SPS de réaliser immédiatement son avis sur l'élément PRO.

Les délais arrêtés pour l'exécution des missions du coordonnateur SPS sont les suivants :

Attendu / Livrable	Délais en jours ouvrés	A compter
Modalités pratiques de coopération entre les intervenants	10	de la notification du marché
Avis sur chaque document d'étude	10	de leur réception
Première remise du plan général / notice de coordination	10	de la réception de l'avant-projet sommaire
Remise du plan général / notice de coordination à joindre au dossier de consultation des entreprises (DCE)	10	de la réception du projet
Remise du plan général simplifié	10	de la réception du projet
Avis sur les documents d'étude de maître d'œuvre	10	de la réception des documents
Proposition sur la constitution du collège interentreprises de sécurité (CISSCT)	10	du début de la période de préparation
Envoi des procès-verbal de réunion du collège	5	de la réunion concernée
Remise définitive du DIUO	10	de la remise du dossier des ouvrages exécutés (DOE)

Mais aussi RAPPEL :

Attendu / Livrable	Délais en jours ouvrés (sauf mention contraire)	A compter
Transmission du Plan de prévention	10	de la notification du marché subséquent
Transmission du nom et des coordonnées d'un nouveau coordonnateur	3	de l'envoi de l'avis prévu au premier alinéa de l'article 3.4.3 du CCAG-PI
Nouvelle proposition d'un coordonnateur en cas de refus du maître d'ouvrage	7 jours ouvrables	du refus du maître d'ouvrage
Transmission du procès-verbal de transmission des consignes et documents au nouveau coordonnateur	8	de la demande du maître d'ouvrage
Transmission des documents assurantiels adéquats	10	de la demande du maître d'ouvrage

Le point de départ défini dans les tableaux ci-dessus pour chaque délai s'entend à compter de l'accusé de réception par le titulaire. **En effet, une réponse de validation du titulaire est attendue dans les deux heures de l'envoi de la pièce par le pouvoir adjudicateur.**

A défaut d'accusé de réception dans les deux heures de l'envoi, le point de départ du délai sera la date et l'heure de l'envoi (c'est-à-dire de l'événement listé ci-dessus en colonne 3), majorée de 2 heures pour tout envoi entre 09h00 et 18h00.

Pour tout envoi en dehors de ce créneau, le point de départ du délai sera le jour ouvré suivant + 2 heures.

Exemple 1 : envoi lundi avant 09h00 > point de départ du délai même lundi à 11h00 (09h00 + 2 heures)

Exemple 2 : envoi lundi après 18h00 > point de départ du délai mardi à 11h00

13.2 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, lors de la **phase d'établissement du marché subséquent**, le titulaire est contraint au délai indiqué :

- Dans la demande de chiffrage initial d'une nouvelle mission ;
A défaut d'indication du demandeur, le titulaire remettra son offre chiffrée **sous 10 jours ouvrés à compter de la demande**. En cas de retard, une pénalité de 30% du montant HT du marché subséquent est appliquée.
- Dans la demande de formalisation du marché subséquent : le titulaire doit transmettre l'Acte d'Engagement et le cadre de proposition de mission complétés et signés à la date indiquée par le demandeur. A défaut de date indiquée par le demandeur, le titulaire doit fournir ces documents formalisés au plus tard **10 jours ouvrés avant le début de la mission**. En cas de retard, une pénalité 30% du montant HT du marché subséquent est appliquée.

En l'absence de la transmission des documents d'assurance dans les 10 jours de la demande du maître d'ouvrage, le titulaire s'expose à une pénalité de 10% du montant HT du marché subséquent.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, pendant la **phase de conception** :

- En cas de retard dans la remise des documents ou avis, le titulaire subit sur ses créances des pénalités dont le montant **par jour ouvrable de retard** est fixé à 5% du montant HT du marché subséquent.
- Pour la proposition de constitution du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT), la pénalité **journalière** est de 5% du montant HT du marché subséquent (pour chaque jour ouvrable de retard).

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, pendant la **phase de réalisation**, en cas d'absence à une réunion de chantier, le prestataire subit sur ses créances des pénalités dont le montant est fixé à 100 euros HT **par réunion manquée**, dans la limite de 30% du montant HT du marché subséquent.

Enfin, le respect de la réglementation en vigueur impose au titulaire de calibrer correctement sa mission lors de l'établissement du cadre de mission pour chaque marché subséquent et de rendre une prestation de qualité.

Dans le cadre de son obligation de résultat, le titulaire peut être soumis à pénalité pour non atteinte du résultat (non fourniture d'un document dû au titre de la prestation ou d'un document fourni mais jugé non conforme par l'acheteur...). Dans ce cas, une pénalité de 30% du montant HT du marché subséquent est appliquée.

En l'absence de la transmission d'un Plan de prévention, lorsqu'il est réclamé par pouvoir adjudicateur, dans un délai maximum de **10 jours ouvrés à compter de la notification** du marché subséquent, une pénalité de 20% du montant HT du marché subséquent sera appliquée.

En l'absence de la transmission au pouvoir adjudicateur du nom et des coordonnées du nouveau coordonnateur, en cas de changement décidé par le titulaire, dans les **trois jours ouvrés** de l'envoi de l'avis prévu à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, une pénalité de 5% du montant HT du marché subséquent est encourue.

En l'absence de transmission du procès-verbal de transmission des consignes de documents au nouveau coordonnateur, dans les **huit jours ouvrés** de la demande du maître d'ouvrage, le titulaire s'expose à une pénalité de 5% du montant HT du marché subséquent.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard. Pour le calcul des jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite, ni du jour de la date réelle de remise du document.

En application de l'article 14.3 du CCAG-PI, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 30% du montant HT du marché subséquent.

Article 14 UTILISATION DES RESULTATS

L'option retenue concernant l'utilisation des résultats et précisant les droits respectifs du Maître d'ouvrage et du titulaire en la matière est l'option A telle que définie à l'article 25 - chapitre IV du CCAG-PI.

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission. Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Article 15 PRIX

15.1 Forme du prix

Le marché est traité à prix global forfaitaire.

Tous les frais afférents à cette mission seront compris dans le prix global forfaitaire.

Il est rappelé qu'au terme de l'article R.2112-6 2° du Code de la Commande publique, un prix forfaitaire est un prix « appliqué à tout ou partie du marché, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées ».

Par conséquent, le Titulaire s'engage à effectuer une prestation pour le forfait proposé, quelles que soient les quantités réellement livrées ou exécutées.

15.2 Contenu des prix

Les prix du titulaire sont des prix plafonds qui sont réputés tenir compte de toutes les charges fiscales et toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations (article 10.1.3 du CCAG-PI).

Les prix comprennent toutes les charges nécessaires à l'exécution complète de prestations en application des dispositions du CCP et notamment (liste non exhaustive) :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- l'ensemble des frais d'assurance obligatoire ;
- la réalisation de l'ensemble des études nécessaires à l'exécution des prestations ;
- l'ensemble des prestations nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

Les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

15.3 Révision des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres (soit Septembre 2025) ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Le Bordereau des Prix peut être révisé chaque année, selon les conditions indiquées ci-après.

Cependant les prix s'appliquant au marché subséquent sont fermes et actualisables uniquement à la signature du marché subséquent.

Modalités de révision des prix

La variation des prix n'a pas à être constatée par avenant.

La demande de révision doit faire l'objet d'une information par mail, deux (2) mois avant leur entrée en vigueur, sous peine de forclusion.

La révision se fait à la baisse comme à la hausse.

La justification détaillée de la revalorisation des prix est à la charge du Titulaire. Elle doit être clairement détaillée (indice, mode de calcul, période concernée) et apparaître dans le mail de demande de révision adressé à achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur. Exemple : le coefficient 1,10504 sera arrondi à 1,106.

Dans le cas où une révision des prix serait appliquée sur une facture avant de la validation de la CPAM, cette dernière sera bloquée et des justifications et/ou un avoir seront demandés.

Important : A défaut de proposition de révision tarifaire, dans le délai imparti, les prix en cours sont reportés et sont appliqués pour la nouvelle période de reconduction.

Après demande formulée par le Titulaire, les nouveaux tarifs deviennent contractuels **après validation formelle par la CPAM de la Gironde, en tant que Pôle Régional des Achats (PrA)**. Le Titulaire en est informé par lettre recommandée avec accusé de réception, ou par échange de mail.

Tant que les nouveaux tarifs n'ont pas été acceptés par l'Organisme, les tarifs précédents s'appliquent.

Prix initial

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (m0), qui correspond au mois où le présent marché est notifié.

Prix de règlement

L'index de référence est : **Indice** - BT - **ING**_2010 001711010 - Index divers de la construction - ING - Ingénierie - Base 2010 accessible ici : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001711010>

La révision prévue est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient (C) de révision donné par la formule :

$$C = [0,125 + 0,875 (ING_m/ING_0)]$$

dans laquelle :

ING₀ : index ingénierie du mois 0 (mois d'établissement du prix)

ING_m : index ingénierie du mois m : ce mois m est déterminé comme suit :

- a) Durée d'exécution de l'élément inférieure ou égale à un mois : index du mois au cours duquel l'élément a été réalisé par le coordonnateur.
- b) Durée d'exécution supérieure à un mois : conformément à l'article 10.2 du CCAG-PI, il conviendra d'appliquer :
 - le jour de la remise des prestations, si celles-ci sont effectuées dans le délai prévu par le pouvoir adjudicateur ou si le pouvoir adjudicateur n'a pas fixé de délai ;
 - la date limite prévue par le pouvoir adjudicateur pour la remise des prestations, lorsque le délai prévu est dépassé.

Les coefficients de révision seront arrondis au millième supérieur.

Lesdits coefficients correspondent à (0,125 + 0,875 ING_m).

Coefficient de révision

Lorsque la valeur finale des index n'est pas connue lors du mandatement, le Maître de l'ouvrage procède au règlement provisoire sur la base de la valeur du dernier coefficient public de la révision.

Le Maître de l'ouvrage procède à la révision définitive en fin de marché.

Pour les éléments de mission pour lesquels un délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement, la valeur finale de l'index est appréciée au plus tard à la date contractuelle de réalisation des prestations ou à la date de leur réalisation, si celle-ci est antérieure.

15.4 Clause butoir et de sauvegarde

L'augmentation des prix détaillés au présent marché est limitée à 8% par an.

Cette limite s'applique à tous les prix du marché.

Par dérogation au CCAG-PI, le Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans pénalité, ni indemnité, la partie non exécutée du marché à la date de révision du prix lorsque celle-ci conduit à une augmentation de plus de 8% par an par rapport au prix inscrit dans l'acte d'engagement lors de la remise de l'offre.

Article 16 MODALITES DE PAIEMENT

Les modalités de paiement seront définies au sein de chaque marché subséquent.
Seront notamment définis : l'avance, les acomptes et soldes, les délais de paiement, les adresses comptables...

16.1 Modalités de règlement

Le Titulaire facture ses interventions à chaque organisme (CPAM/UGIC) après prestation.

Le Titulaire établit une facture par service bénéficiaire de chaque organisme
Il adresse au Directeur de chaque organisme une facture détaillée correspondant à sa prestation.

Le montant de la somme à régler au Titulaire est arrêté par la personne responsable du marché. Il est notifié au Titulaire si la facture a été modifiée ou complétée. Passé un délai de 30 jours à compter de cette notification, le Titulaire est réputé, par son silence, avoir accepté ce montant.

L'organisme se libère de son obligation par virement bancaire du montant dû, sous 30 jours, sur le compte mentionné par le Titulaire, à compter de la date de réception de facture.

Les comptables assignataires du marché sont les Agents Comptables de chacun des organismes du groupement de commandes.

16.2 Modalités de facturation

Le présent marché fait l'objet d'un groupement de commande, les factures doivent donc être adressées à l'organisme concerné par les interventions.

En cas d'utilisation d'un logiciel de facturation, le titulaire devra créer des comptes à chaque organisme, le numéro de SIRET permettant de déposer les factures sur CHORUS étant différents.

La facturation globale entendu comme la facturation faisant apparaître tous les organismes d'un lot sur une même facture n'est pas admise.

Conformément à l'article L2192-2 et R2192-3 du Code de la commande publique, la facture établie par le titulaire sera adressée à la CPAM concernée de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://choruspro.gouv.fr>

CPAM de la Gironde :

Numéro de Siret : 781 847 421 00018

Code service : Pas de code service

Numéro d'engagement : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 2

CPAM de Bayonne :

Numéro de Siret : 782 260 400 00026

Code service : Pas de code service

Numéro d'engagement : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 2

CPAM de la Charente :

Numéro de Siret :

ANGOULEME : 781 172 358 00017

COGNAC : 781 172 358 00025

Code service : Pas de code service

Numéro d'engagement : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 1

CPAM de la Charente Maritime :

Numéro de Siret : 781 343 132 00010

Code service : Pas de code service

Numéro d'engagement : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 1

CPAM de la Corrèze :

Numéro de Siret : 777 966 780 000 19

Code service : 0080

Numéro d'engagement : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 1

CPAM des Deux Sèvres :

Numéro de Siret : 791 459 565 00037

Code service : 583

Numéro d'engagement : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 1

CPAM de la Dordogne :

Numéro de Siret : 781 703 285 00010

Code service : Aucun code service

Numéro d'engagement : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 2

CPAM de la Haute Vienne :

Numéro de Siret: 778 073 114 00010

Code service : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 1

Numéro d'engagement : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 1

CPAM des Landes :

Numéro de Siret : 782 099 089 00016

Code service : pas de code de service

Numéro d'engagement : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 2

UGIC des Landes :

Numéro de Siret : 782 095 772 00011

Code service : pas de code de service

Numéro d'engagement : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 2

CPAM du Lot-et-Garonne :

Numéro de Siret : 782 152 870 00021

Code service : CPAM47

Numéro d'engagement : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 2

CPAM de Pau :

Numéro de Siret : 782 357 156 00077

Code service : pas de code service

Numéro d'engagement : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 2

CPAM de la Vienne :

Numéro de Siret : 775 716 210 00031

Code service : Aucun code service

Numéro d'engagement : 02_2025PI_PrA_CSPS_Lot 1

La transmission d'une facture par une autre voie ne sera pas pris compte.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format PDF.

16.3 Délai de règlement

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique dans les conditions fixées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Les paiements seront effectués après service fait et conformité de la prestation, sans réserve.

Les sommes dues au(x) Titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le Titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Lorsque les frais de recouvrement exposés sont supérieurs au montant de cette indemnité forfaitaire, le créancier peut demander une indemnisation complémentaire, sur justification.

Le taux des intérêts moratoires, applicable pour le calcul de l'indemnisation complémentaire, est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir majoré de 8 points.

Les intérêts moratoires sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal selon les dispositions de l'article R.2192-36 du Code de la Commande publique.

Les pénalités dont le titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 10 du présent cahier des clauses administratives particulières seront déduites du montant hors taxes de la facture.

Les comptables assignataires du marché sont les Agents Comptables de chacun des organismes du groupement de commandes.

16.4 Intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 et R.2192-10 du Code de la Commande publique, le délai de paiement est fixé à trente (30) jours.

Conformément à l'article L.2191-13 du Code de la Commande publique, dès l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le titulaire a droit, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires

Au regard de l'article R.3133-27 du Code de la Commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à quarante euros (40 €).

Au regard de l'article R.3133-25 du Code de la Commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les pénalités dont le titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 13 du présent CCP seront déduites du montant hors taxes de la facture.

Le règlement sera effectué par virement administratif au compte ouvert au nom du titulaire mentionné à l'Acte d'engagement (AE).

Article 17 MODALITES D'EMISSION DES BONS DE COMMANDE

Les modalités d'émission de bons de commandes seront définies au sein de chaque marché subséquent.

Article 18 CERTIFICATS

En application de l'article L.8222-1 du Code du Travail, le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date notification du marché, **puis de les actualiser tous les six mois**, selon la date de validité des documents, et sans que l'organisme n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du Code du Travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

- 1) Dans tous les cas, les documents suivants devront être remis :
 - a) Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six mois ;

- b) Une attestation sur l'honneur du Titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a ou au b du 2° ;
- 2) Lorsque l'immatriculation du Titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :
 - a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) ;
 - b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
 - c) Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
 - d) un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.
- 3) Lorsque le Titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce Titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du Travail.
- 4) Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, l'organisme se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D.8222-7 du Code du Travail.

Les documents et attestations demandés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Le Titulaire devra adresser les documents cités ci-dessus, au **Pôle régional des Achats** par voie électronique à l'adresse suivante : pole.achats.na.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

La production du NOTI 2 (auquel sont joints les documents cités dans ce formulaire) par le Titulaire lui permet de remplir les obligations mentionnées aux articles cités ci-dessus du Code du travail.

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire.

Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de quinze (15) jours à compter de la mise en demeure. Passé ce délai et malgré la mise en demeure, le présent marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 20 du présent C.C.P.

Article 19 ARRET DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 20 du CCAG-PI, la personne représentant le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacun des éléments de mission mentionnés à l'article 4 du présent CCP. La décision d'arrêter l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché et ne donne lieu à aucune indemnité.

Article 20 RESILIATION DU MARCHE

Par dérogation à l'article 34.5 du CCAG-PI, la notification du décompte par le pouvoir adjudicateur au titulaire doit être faite au plus tard trois (3) mois après la date d'effet de la résiliation du marché. Le cas échéant, les pénalités pour retard sont appliquées jusqu'à la veille incluse du jour de la date d'effet de la résiliation.

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 inclus du CCAG-PI avec les précisions suivantes :

20.1 Résiliation du fait du maître d'ouvrage

Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage prévu à l'article 34.2.2.4 du CCAG-PI est fixé à 5%.

Si le Maître de l'ouvrage récusé deux fois le remplaçant du coordonnateur proposé par le titulaire, la résiliation du marché est prononcée dans les conditions de l'article 30 du CCAG-PI.

20.2 Résiliation du marché aux torts du titulaire ou cas particulier

Si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus aux articles 30 et 32 du CCAG-PI, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par le Maître de l'ouvrage est rémunérée avec un abattement de 10%. Toutefois, dans le cas de résiliation suite au décès ou à l'incapacité civile du titulaire (article 30.1 du CCAG-PI), les prestations sont réglées sans abattement.

Par ailleurs, si après mise en demeure restée infructueuse, le titulaire refuse de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le marché peut être résilié aux torts du titulaire.

20.3 Résiliation aux frais et risques

Conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-PI, le Pouvoir Adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du Titulaire.

Article 21 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG-PI et sous réserve qu'ils n'aient pas fourni un tel document au moment de la remise des candidatures, le candidat sur le point d'être retenu ainsi que les sous-traitants désignés dans le marché doivent justifier, **avant la notification du marché et dans un délai de dix (10) jours à compter de la demande du maître d'ouvrage**, une attestation de son/leur assureur justifiant être à jour des cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'exigence de la mission.

La non production des attestations d'assurance est un obstacle à la conclusion du marché. Le candidat fera son affaire de la collecte des attestations d'assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d'ouvrage.

Aucun règlement, aucun remboursement de retenue de garantie ou de cautionnement, aucune mainlevée de caution ne pourront avoir lieu sans une attestation de la compagnie d'assurance intéressée certifiant que le candidat a réglé les primes afférentes.

Par dérogation à l'article 17 du CCAG-PI, aucune assurance des moyens mis à la disposition ne sera demandée au titulaire du présent marché.

Article 22 CONFIDENTIALITE – SECRET PROFESSIONNEL

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse l'organisme, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution. Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Il est établi entre le Titulaire et l'organisme un acte contractuel de confidentialité joint en annexe n°1 du présent C.C.P.

Article 23 DISPOSITIONS RELATIVES A LA RGPD

Les dispositions relatives au règlement européen sur la protection des données (RGPD) doivent être respectées. Permettant de garantir un traitement des données répondant aux exigences du RGPD ainsi que la protection des droits.

Le Titulaire s'engage à ne pas divulguer à des tiers les documents, les informations et les renseignements communiqués par l'Organisme ou, dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion de l'exécution du marché.

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement Européen et du Conseil du 27 avril 2016 (« le règlement européen sur la protection des données ») et la loi 78/17 du 6 janvier 1978 modifiée (« Loi informatique et libertés »).

De plus, le Titulaire s'engage à faire respecter ces différentes obligations par ses salariés et à ses partenaires.

23.1 Objet et description du traitement

- Le Titulaire du marché est autorisé à traiter pour le compte du responsable de traitement les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objets du présent marché,
- La nature des opérations réalisées sur les données à caractère personnel est limitée aux prestations objet du présent marché (diagnostic des événements signalés par le responsable du traitement, des actions curatives correspondantes),
- Les données à caractère personnel traitées sont les données des assurés ainsi que les données des employés du responsable du traitement ou de toutes personnes physiques intervenant pour les besoins des assurés.

23.2 Obligations du Titulaire du marché

- Traiter les données à caractère personnel uniquement sur instructions du « responsable du traitement » et pour les finalités citées ci-dessus,
- Garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché, en s'interdisant toute communication à un tiers sans accord du responsable du traitement,
- Faire intervenir des personnes soumises à une obligation légale et appropriée de confidentialité et ayant reçu une formation adaptée,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque et en informer le responsable du traitement,
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement,
- Apporter l'assistance au pouvoir adjudicateur pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : droit d'accès, rectification, effacement, opposition, etc.
- Mettre à la disposition du pouvoir adjudicateur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

23.3 Obligations du Pouvoir adjudicateur

Le DPD (Délégué à la protection des données, ou DPO) de la CPAM de la GIRONDE est joignable à l'adresse mail suivante : dpo-cpam-gironde@assurance-maladie.fr

Le responsable du traitement s'engage à :

- Fournir au Titulaire du marché les seules données à caractères personnel strictement nécessaires à l'exécution du présent marché,
- Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir que le traitement est effectué conformément aux textes susvisés,
- Informer les personnes dont les données personnelles sont traitées à tout moment de leur collecte,
- Traiter les demandes d'accès, de modification, et le cas échéant de suppression, aux données formulées par les personnes concernées,

Le responsable du traitement pourra diligenter à tout moment un audit de vérification des mesures mises en œuvre.

Article 24 LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE

Si des difficultés devaient s'élever entre l'organisme et le titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de conciliation définie aux articles R.2197-1 et suivants du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande publique.

La juridiction compétente est la juridiction de droit commun du ressort du siège social de l'organisme :

Tribunal Judiciaire de Bordeaux
30 rue des Frères Bonie
CS 11403
33 077 Bordeaux
Tél : 05 47 33 90 00

Article 25 DEROGATIONS AU C.C.A.G. – P.I.

Articles du présent C.C.P. par lesquels sont introduites ces dérogations :	Articles du C.C.A.G.-P.I. auxquels il est dérogé :	Objet de la dérogation :
9	4	Pièces contractuelles
13.2	14.1.3	Pénalités
21	9.2	Assurance

* * *

1. Principes généraux

Le coordonnateur SPS veille à ce que les principes généraux de prévention définis par les articles L.4121-1 à L.4121-5 du Code du Travail soient effectivement mis en œuvre.

Le coordonnateur SPS ne peut se substituer aux autres intervenants pour l'exécution des missions qui leur incombent notamment dans le domaine de la sécurité et de la protection de la santé des travailleurs, sous réserve des dispositions de l'article 4 du présent CCP.

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du code du travail, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

2. Phase conception

2.1 - Modalités pratiques de coopération

Le coordonnateur SPS propose au Maître de l'ouvrage les modalités pratiques de sa coopération avec les autres intervenants pour exécuter sa mission dans les 15 jours à compter de la notification du marché.

Sur la base de ces propositions, le Maître de l'ouvrage arrête les modalités pratiques de coopération **dans un document joint aux contrats conclus** avec les différents intervenants, y compris au présent marché.

2.2 - Registre Journal de Coordination (RJC)

Son cadre est défini par les articles R.4532-38 à R.4532-41 du Code du Travail.

Le coordonnateur SPS ouvre un Registre Journal de la Coordination, conformément aux dispositions des articles R.4532-11 à R.4532-16 du Code du Travail.

Le registre journal se présente comme un cahier à pages numérotées et dans lequel le coordonnateur SPS consigne dans leur ordre chronologique, et fait viser par les intéressés et le Maître d'œuvre, tous les éléments liés à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs.

Le cahier est complété par des annexes, auxquelles il est fait référence.

En phase de conception, sont consignés :

- tous les avis, observations ou notifications qu'il est nécessaire de faire, ainsi que les réponses éventuelles ;
- tous les événements intéressant la prévention et notamment les avis émis sur les dossiers d'Etudes et les suites qui leur sont données.

Au plus tard à la fin de chaque mois où dès qu'il le juge nécessaire, le coordonnateur SPS transmet au Maître de l'ouvrage et au Maître d'œuvre les compléments apportés au RJC depuis le dernier envoi.

Le registre journal est conservé par le coordonnateur pendant une durée de cinq (5) années à compter de la date de réception de l'ouvrage. Le coordonnateur transmet systématiquement au Maître de l'ouvrage une copie certifiée conforme au registre journal de coordination.

2.3 - Interférences avec les activités d'exploitation

Pour les travaux portant sur les ouvrages en exploitation ou situés à proximité d'activités extérieures d'exploitation, le Maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent les mesures édictées par l'article R.4532-14 du Code du Travail.

Suite à l'inspection commune avec les chefs d'établissements concernés et après concertation avec eux, le coordonnateur SPS propose au Maître de l'ouvrage les mesures à prendre pour tenir compte des activités d'exploitation du site.

Après accord du Maître de l'ouvrage, le coordonnateur insère ces mesures dans le plan général de coordination ou dans la notice en matière de sécurité et de protection de la santé.

2.4 - Plan général de coordination en matière de sécurité et de la protection de la santé PGCSPP

(A adapter pour les opérations de catégories 1 ou 2)

Son cadre est défini aux articles R.4532-44 à R.4532-46 du Code du Travail. Il porte également sur les mesures prévues aux articles R.4533-1 à R.4533-5 relatifs aux voies et réseaux divers (VRD) du chantier.

Le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPP) est toujours un document écrit propre à définir l'ensemble des mesures destinées à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier ou de la succession des activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement, des risques pour les autres entreprises.

Le coordonnateur SPS commence à élaborer le PGCSPP dès le début d'exécution de l'élément Avant-projet sommaire, dix (10) jours après la réception de l'Avant-projet sommaire, il communique au Maître de l'ouvrage un exemplaire du plan général qui définit les principales mesures de prévention.

Il remet au Maître de l'ouvrage la version à joindre au Dossier de consultation des entreprises (DCE) dix (10) jours après la réception du projet.

Sont consignés dans ce plan :

- les renseignements d'ordre administratif ;
- les mesures d'organisation générale du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le coordonnateur ;
- les mesures de coordination proprement dites ;
- les sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur un site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier ;
- les mesures générales prises pour assurer le maintien du chantier en bon ordre et en état de salubrité ;
- les renseignements utiles et pratiques relatifs à l'opération concernant les secours et l'évacuation des personnels ainsi que les mesures communes d'organisation prises en la matière ;
- les modalités de coopération entre les entrepreneurs employeurs et ou travailleurs indépendants.

En outre, le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé rappelle dans le cas de la constitution d'un collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail, la mission de ce collège en la matière.

Le plan général de coordination de sécurité et de protection de la santé est un document évolutif qui doit donc pouvoir être adapté en fonction de la réalité du chantier.

La conservation de ce document par le Maître de l'ouvrage est fixée à cinq (5) ans à compter de la réception de l'ouvrage.

2.5 - Plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGSCSPS)

(A adapter : opérations de catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers)

Le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGSCSPS) est, d'après les articles R.4532-52 et R.4532-563 du Code du Travail, un document établi par écrit par le coordonnateur. Son but est de prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de travaux présentant des risques particuliers (au sens de l'arrêté du 25 février 2003) avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou ceux résultant de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un de ces risques particuliers.

Il est établi avant la phase de consultation des entreprises : le coordonnateur SPS commence à l'élaborer dès le début d'exécution de l'élément Avant-projet sommaire. Dix (10) jours après la réception de l'Avant-projet sommaire, il communique au Maître de l'ouvrage un exemplaire du plan général qui définit les principales mesures de prévention. Il remet au Maître d'ouvrage la version à joindre au Dossier de consultation des entreprises (DCE) dix (10) jours après la réception du projet.

Lorsque lors d'une opération de 3^{ème} catégorie, un coordonnateur n'a connaissance de l'existence d'un ou plusieurs travaux présentant des risques particuliers (au sens de l'arrêté du 25 février 2003), qu'après le début des travaux il prend alors toutes les mesures utiles afin de rédiger, avant toute poursuite des travaux, le PGSCSPS.

Le PGSCSPS est un document évolutif qui doit pouvoir être adapté en fonction de la réalité du chantier.

La conservation de ce document par le Maître de l'ouvrage est fixée à cinq (5) ans à compter de la réception de l'ouvrage.

2.6 - Les plans particuliers de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

Ce document doit être établi par les entreprises intervenantes.

Il est établi pour toute opération soumise à un plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS).

Il est adressé au coordonnateur désigné.

Son contenu est précisé aux articles R.4532-63 à R.4532-68 du Code du Travail.

Le plan doit analyser de façon précise les dispositions prises en matière de secours, les dispositions prévues en matière d'hygiène et celles concernant les locaux destinés au personnel du chantier.

Il prend en compte les mesures de coordination générales décidées par le coordonnateur dans le PGCSPS. Il distinguera pour ce faire, les risques « importés » par les autres entreprises présentes simultanément sur le chantier, les risques « exportés » par les travaux de l'entreprise et les risques propres au chantier.

Il doit donc comporter plusieurs parties bien distinctes pour permettre au coordonnateur de réaliser l'harmonisation des plans et d'en tirer toutes les conséquences, notamment, en matière d'adaptation du PGCSPS.

L'entrepreneur dispose de **dix (10) jours ouvrés** pour élaborer son plan à compter de la notification du contrat signé par le Maître de l'ouvrage. L'entrepreneur principal est tenu de laisser **dix (10) jours ouvrés** également au sous-traitant s'il doit exécuter des travaux de gros-œuvre ou du lot principal ou sur un des travaux entrant dans la liste des travaux à risques particuliers.

Ces délais sont impératifs et doivent être isolés par le Maître de l'ouvrage ou par l'entrepreneur principal en cas de sous-traitance, du délai d'exécution des travaux proprement dits.

2.7 - Les plans particuliers simplifiés de sécurité et de protection de la santé (PPSSPS)

(A adapter : opérations de catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers)

Ce document est établi pour les opérations soumises à l'obligation de plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des articles R.4532-52 à R.4532-54 du Code du Travail, par chacun des entrepreneurs appelés à exécuter l'un des travaux présentant des risques particuliers au sens de l'arrêté du 25 février 2003.

Il est adressé au coordonnateur désigné.

Son contenu est précisé aux articles R.4532-63 et R.4532-64 2° et 3° du Code du Travail.

Il analyse les risques particuliers et, dans le cadre des mesures énoncées par le plan général, décrit les consignes à observer ou à transmettre aux salariés appelés à intervenir sur le chantier et les conditions de sécurité et de santé dans lesquelles vont être exécutés les travaux.

L'entrepreneur dispose de dix (10) jours ouvrés pour élaborer son plan à compter de la notification du contrat signé par le Maître de l'ouvrage. L'entrepreneur principal est tenu de laisser dix (10) jours ouvrés également au sous-traitant éventuel. Ce dernier délai est ramené à cinq (5) jours ouvrés pour les travaux de second œuvre.

2.8 - Dossier d'intervention ultérieure des ouvrages (DIUO)

Son cadre est défini aux articles R.4532-95 et R.4532-96 du Code du Travail.

C'est un dossier rassemblant toutes les données de nature à faciliter la prévention des risques professionnels lors d'interventions ultérieures, lors de la conception et pendant la réalisation d'un ouvrage et à obtenir les conditions de sécurité de ceux qui auront à en assurer l'entretien.

Il est constitué dès la phase de conception par le coordonnateur est transmis au coordonnateur de la phase réalisation lorsque celui-ci est différent.

Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier.

L'intervention du coordonnateur à cette phase consiste à veiller à la prise en compte des conditions de sécurité des personnes qui auront à assurer l'entretien, au sens des travaux normalement prévisibles pour maintenir l'ouvrage en bon état.

2.9 - Avis sur les document d'Etudes

Le coordonnateur SPS dispose d'un délai de dix (10) jours ouvrés, à compter de la réception de chaque document d'Etudes établi par le Maître d'œuvre pour formuler un avis écrit au Maître de l'ouvrage, avec copie au Maître d'œuvre.

2.10 - Dossier de consultation des entreprises (DCE)

Le coordonnateur SPS contribue à l'élaboration du DCE en proposant au Maître de l'ouvrage l'ensemble des éléments, pièces, modèles de documents se rapportant à la sécurité et la protection de la santé des travailleurs sur le chantier et en particulier :

- les éléments à faire figurer dans les pièces écrites afin de permettre aux entreprises de présenter une offre en toute connaissance des conditions de sécurité et de protection de la santé exigées pour l'opération ;
- les modalités pratiques de coopération en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- les obligations des titulaires des contrats de travaux et de leurs sous-traitants éventuels, en matière de sécurité et de protection de la santé ;
- le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs (opérations de catégories 1 et 2) ;
- le plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (opération de catégories 3 et si travaux présentant des risques particuliers) ;
- le projet de règlement intérieur du collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (opération de catégorie 1).

2.11 - Analyse des offres

Le coordonnateur SPS participe à l'analyse des offres, y compris les variantes, effectuée par le Maître d'œuvre en ce qu'elles peuvent concerner la sécurité et la protection de la santé des travailleurs. A l'issue de cette analyse, il communique son avis au Maître de l'ouvrage, avec copie au Maître d'œuvre.

3 – Phase de réalisation

3.1 - Coordination des activités

Le coordonnateur SPS organise entre les différentes entreprises, (y compris sous-traitantes, qu'elles se trouvent ou non présentes ensemble sur le chantier), la coordination de leurs activités simultanées ou successives, les modalités de leur utilisation en commun des installations, matériels, et circulations verticales et horizontales, leur information mutuelle ainsi que l'échange entre elles des consignes en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

A cet effet, il doit notamment procéder avec chaque entreprise y compris sous-traitante, préalablement à l'intervention de celle-ci, à une inspection commune. Au cours de cette inspection sont en particulier précisées, en fonction des caractéristiques des travaux que cette entreprise s'apprête à exécuter les consignes à observer ou à transmettre et les observations particulières de sécurité et de protection de la santé des travailleurs pour l'ensemble de l'opération.

Cette inspection commune a lieu avant la remise du plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs.

L'inspection peut être renouvelée si le coordonnateur SPS le juge nécessaire.

3.2 - Application des mesures de coordination

Le coordonnateur SPS veille à l'application correcte des mesures de coordination qu'il a définies ainsi que des procédures de travail qui interfèrent.

3.3 - Plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGCSPS)

(A adapter pour les opérations de catégories 1 ou 2)

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au registre journal de la coordination. Il communique au fur et à mesure ces modifications aux titulaires des marchés de travaux.

Le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGCSPS au fur et à mesure de leur élaboration les PPSPS.

3.4 - Plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé (PGSCSPS)

(A adapter : opérations de catégorie 3 et si travaux présentant des risques particuliers)

Le coordonnateur SPS complète et adapte le PGSCSPS en fonction de l'évolution du chantier et en fait mention au registre journal de la coordination.

Le coordonnateur SPS harmonise et intègre dans le PGSCSPS les PPSSPS au fur et à mesure de leur élaboration.

3.5 - Registre journal de coordination (RJC)

Le coordonnateur SPS complète et fait viser le RJC conformément aux articles R.4532-38 à R.4532-41 du Code du Travail.

Sont consignés :

- les comptes rendus des inspections communes ;
- dès qu'il en a connaissance, les noms et adresses des entrepreneurs contractants, cocontractants et sous-traitants, la date approximative de leurs interventions et l'effectif prévisible des travailleurs affectés au chantier, ainsi que la durée prévue des travaux ;
- le procès-verbal de passation des consignes entre les deux coordonnateurs (phase conception/phase réalisation et/ou coordonnateur remplacé, quel qu'en soit la raison, au cours de sa mission).

3.6 - Dossier d'intervention ultérieure des ouvrage (DIUO)

Le coordonnateur SPS complète et adapte le DIUO au fur et à mesure de la remise des études d'exécution et de l'avancement du chantier.

Le coordonnateur SPS assure la cohérence entre le DIUO et le dossier des ouvrages exécutés (DOE) que le Maître de l'ouvrage lui remet.

Dans les trente (30) jours de la réception du « projet », le DIUO est remis au Maître de l'ouvrage par le coordonnateur SPS. Cette transmission fait l'objet d'un procès-verbal joint au dossier. Une copie de ce procès-verbal est annexée au registre journal de la coordination.

3.7 - Collège interentreprises de sécurité, de santé et des conditions de travail (CISSCT)

(Opération de catégorie 1 au sens du Code du travail)

Le coordonnateur SPS propose au Maître d'ouvrage la constitution du CISSCT dans les dix (10) jours ouvrés qui suivent le début de la période de préparation des travaux.

Le coordonnateur SPS assure la présidence et le fonctionnement du CISSCT conformément aux dispositions des articles R.4532-83, et R.4532-87 à R.4532-90 du Code du Travail.

Le coordonnateur SPS transmet le règlement, dès son adoption, à l'inspecteur du travail ou au fonctionnaire assimilé, au comité régional de l'organisme professionnel de prévention du bâtiment et des travaux publics (OPPBTP) et à l'organisme de sécurité sociale compétent en matière des risques professionnels.

Le procès-verbal de la séance au cours de laquelle a été adopté le règlement du collège est joint à cette transmission. Ce procès-verbal mentionne les résultats du vote émis à l'occasion de cette adoption.

Le coordonnateur SPS assure l'envoi des procès-verbaux des réunions du collège dans un délai de cinq (5) jours ouvrés aux comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut, aux délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier.

Le coordonnateur SPS est tenu de répondre par écrit aux observations qui peuvent lui être formulées par les comités d'hygiène, de sécurité et des conditions de travail ou à défaut, par les délégués du personnel des entreprises ou établissements intervenant sur le chantier, suivant les modalités fixées par le règlement du collège.

3.8 - Interférences avec les activités d'exploitation

Le coordonnateur SPS tient compte des interférences avec les activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier.

Le Maître de l'ouvrage et le coordonnateur SPS prennent toutes les mesures édictées par l'article R.4532 2° du Code du Travail.